

GAZETTE DES TRIBUNAUX.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE

47 fr. pour trois mois;
34 fr. pour six mois;
68 fr. pour l'année.

JUSTICE CIVILE.

COUR DE CASSATION. — Audience du 27 août.

(Présidence de M. Boyer.)

Lorsque, dans un acte unilatéral, celui pour qui on s'est porté fort dans un acte antérieur ratifie l'engagement pris pour lui, y a-t-il nullité, si l'un des témoins instrumentaires déclare accepter pour le créancier non présent? (Rés. nég.)

Le sieur Rouly souscrivit en 1824, comme fondé de pouvoirs du sieur Garelou, son beau-père, fabricant de parapluies, quinze billets à l'ordre de la maison de commerce Joseph, Lecoq et C^e, montant ensemble à 20,764 fr. 65 cent., et payables depuis la fin de janvier 1825 jusqu'à la fin de juillet suivant.

Le 24 décembre 1824, la société Joseph, Lecoq et C^e fut dissoute, et la veuve Joseph fut chargée de la liquidation.

Les billets souscrits par le sieur Rouly pour son beau-père ne furent point payés à l'échéance. Par acte passé le 5 février 1825, devant M^e Lemoine, notaire à Paris, entre M^{me} veuve Joseph, le sieur Rouly et la dame Antoinette-Sophie Garelou, son épouse, il fut stipulé 1^o qu'aucune portion des 20,764 fr. 65 cent. dus par le sieur Garelou à la société Joseph ne serait exigible jusqu'au 1^{er} mars 1826; 2^o que les sieur et dame Rouly, solidairement entre eux, se constituèrent cautions solidaires du sieur Garelou; 3^o que, pour sûreté et garantie de ces cautionnement et obligation solidaires, les sieur et dame Rouly hypothéquèrent un domaine à eux appartenant. L'acte portait ensuite la clause suivante: «Et pour assurer davantage à l'ancienne société Joseph le paiement de cette somme de 20,764 fr. 65 cent., lesdits sieur et dame Rouly promettent et s'obligent solidairement à faire consentir, d'ici au 5 mars, l'obligation solidairement par le sieur Antoine Garelou et la dame Marguerite Chabaud, son épouse, de rembourser ladite somme de la manière susdite, et l'affectation hypothécaire par ces derniers, 1^o sur la toute propriété de la moitié à eux appartenant dans le domaine de Mathieu; 2^o sur l'usufruit de l'autre moitié, et en outre à faire consentir par la dame Garelou la cession et transport de ses droits et reprises, avec subrogation dans l'effet de son hypothèque légale.»

Il est expressément convenu qu'à défaut de ratification de la part des sieur et dame Garelou la prorogation de délai sera non avenue.

En conséquence de ce premier contrat, il en fut passé un second le 1^{er} mars 1825, dans lequel les sieur et dame Garelou comparurent seuls pour accepter les termes et délais à eux accordés dans l'acte précédent par la dame veuve Joseph, et conformément aux dispositions de cet acte, consentirent les hypothèques et subrogations formant la condition de la prorogation de délai. On lit ensuite dans l'acte: «Cet engagement est accepté pour et au nom de ladite ancienne société Joseph, par Pierre Gilles, journalier, de Tulle, ayant charge et pouvoir ainsi qu'il l'a déclaré.» L'acte se terminait ainsi: «Dont acte fait et lu en présence des sieurs Pierre Gilles, journalier, et de Jean-Baptiste Peyrat, monteur, témoins.» Ce Pierre Gilles figurait à la fois comme témoin et comme mandataire de la partie envers laquelle on s'obligeait.

Le 10 mars 1825, la veuve Joseph prit une inscription sur les biens des sieur et dame Garelou, en vertu de l'acte du 1^{er} mars précédent.

En 1828, les sieurs Garelou et Rouly tombèrent en faillite; un ordre s'ouvrit après la vente de leurs biens; la dame veuve Joseph fut colloquée au rang des hypothèques légales des dames Garelou et Rouly, en vertu des contrats des 5 février et 1^{er} mars 1825. Cette collocation fut contestée par les syndics des deux faillites, en ce qui concernait le prix du domaine de Mathieu.

Un jugement du 1^{er} mars 1830 déclara nul l'acte du 1^{er} mars 1825, et sur l'appel, la Cour de Limoges, par un premier arrêt, déclara qu'il y avait partage, et le 27 mai 1831, la Cour confirma le jugement des premiers juges par les motifs suivants:

Attendu que la déclaration du mandataire, lorsque le mandant ne demande pas à être relevé contre l'acte du mandataire, suffit pour faire présumer l'existence du mandat, encore qu'il ne soit pas rapporté; que dans l'espèce, loin de revenir contre les actes du mandataire, la veuve Joseph s'est inscrite le 10 mars en vertu du titre conférant hypothèque, et s'est ainsi rendue propre l'acte du 1^{er} mars;

Attendu que l'acte du 1^{er} mars contient la subrogation à l'hypothèque légale de la femme Garelou; qu'ainsi, sous ce rapport, du moins, il n'est pas vrai de dire que ce n'est que le complément et l'exécution de celui du 3 février passé à Paris;

Qu'encre qu'il soit vrai qu'une hypothèque puisse être conférée par un acte unilatéral, puis que l'affectation d'hypothèque, qui n'est que l'accessoire de l'obligation, peut être consentie en l'absence du créancier comme l'obligation elle-même; néanmoins, dans l'espèce de l'acte du 1^{er} mars, la veuve Joseph avait un intérêt évident à augmenter ses sûretés en obtenant un titre hypothécaire contre Garelou, qui, d'abord simple dé-

biteur chirographaire, n'avait point donné d'affectation spéciale par l'acte du 5 février; et contre la femme de celui-ci, qui, jusqu'à l'acte du 1^{er} mars, était restée étrangère à la dette de son mari; qu'elle devait donc être représentée à l'acte pour examiner les nouvelles sûretés qu'on lui donnait et les engagements nouveaux que l'on contractait, et déclarer qu'elle s'en contentait;

Qu'il serait donc difficile de ne pas voir dans ces circonstances un acte synallagmatique dans l'acte du 1^{er} mars, en droit, s'il était besoin de le qualifier dans la cause;

Mais qu'il suffit de considérer en fait qu'un mandataire, ou se disant tel, a comparu audit acte au nom de ladite dame Joseph es-nom, et que cette dernière a immédiatement fait usage à son profit de cet acte ainsi rédigé, pour arriver à la conséquence que ce mandataire, ainsi reconnu, a agi en l'acte comme partie, et n'a pas pu, par suite, y figurer comme témoin nécessaire;

Qu'au surplus, il n'appartient point aux Tribunaux de réputer non écrite la clause d'un acte exécuté par les parties, en matière purement civile, lorsque la clause n'est contraire ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, et que l'acte exécuté doit être valable pour le tout, ou être annulé pour le tout;

Attendu que la loi du 25 ventôse an XI, qui règle depuis sa promulgation les formalités nécessaires pour la validité des actes publics et authentiques, exige qu'ils soient passés pardevant deux notaires ou pardevant un notaire et deux témoins, à peine de nullité prononcée par son article 68; et quoique cette loi ne dise pas textuellement que pour le cas où deux témoins seront appelés par le notaire, ces témoins devront être autres que les parties qui seront en nom dans les actes comme parties contractantes, cette nécessité ressort assez de la nature des choses, qui ne permet pas d'admettre que le même homme atteste, comme témoin, la vérité de ce qu'il a dicté comme partie; et des dispositions de la même loi qui vont jusqu'à défendre aux notaires (art. 10) de prendre pour témoins les parents ou alliés des parties contractantes aux degrés déterminés, et cela à peine de nullité des actes; d'où ressort, à plus forte raison, la prohibition d'employer dans ces mêmes actes, à titre de témoins, les parties elles-mêmes;

Sans que pour arriver à cette conclusion il soit nécessaire de remonter aux divers usages qui ont pu, en certaines provinces, être reçus antérieurement à la loi de l'an XI, usages virtuellement abrogés par cette loi, et qui d'ailleurs ne se seraient rapportés qu'aux notaires, pour les actes purement unilatéraux, qui n'engendrent de lieu que pour la partie présente;

Qu'ainsi, c'est avec fondement que les juges d'où vient l'appel ont déclaré nul l'acte du 1^{er} mars, en tant qu'acte authentique, et, par suite, incapable de produire d'effet, l'inscription prise à suite et en vertu dudit acte, le 10 mars 1825, au bureau de Tulle, sur les biens des époux Garelou.

La dame veuve Joseph s'est pourvue en cassation contre cet arrêt. M^e Cotelie, son avocat, a soutenu que l'acte du 1^{er} mars 1825 était unilatéral; que la présence de la veuve Joseph à cet acte n'était pas nécessaire, puisque son acceptation se trouvait dans l'acte précédent; qu'elle n'avait pas donné mandat au sieur Pierre Gilles; que la clause insérée par le notaire pour l'acceptation du créancier était oiseuse, et devait être assimilée à ces clauses de style qui se trouvent dans tous les actes; et qu'enfin la maxime utile per inutile non vitiatur, devait recevoir son application.

M^e Rochelle, avocat du sieur Beuchot-Lavarenne et du sieur Villain aîné, syndics de la faillite des sieurs Garelou et Rouly, a dit d'abord que la loi du 25 ventôse an XI, en défendant de prendre les témoins instrumentaires parmi les parents des parties à un certain degré, défendait à plus forte raison de faire figurer un individu dans un acte comme partie et comme témoin; il a soutenu ensuite que le sieur Pierre Gilles, témoin, était aussi le mandataire du créancier et avait accepté pour lui; que le mandat n'avait pas besoin d'être prouvé par écrit, qu'il résultait de la déclaration du mandataire et de l'exécution entière donnée à l'acte par le mandant; qu'enfin l'acceptation du créancier ou de son mandataire dans l'acte du 1^{er} mars était nécessaire, ou que du moins elle était utile, puisque la dame Garelou aurait pu révoquer la subrogation par elle consentie, tant qu'elle n'aurait pas été acceptée.

M. Laplagne-Barris, avocat-général, a examiné la nature de l'acte du 1^{er} mars; il a dit que cet acte n'était que la réalisation de celui du 3 février, et que la Cour royale avait commis une erreur de droit en considérant cet acte comme synallagmatique. M. l'avocat-général a dit aussi que la Cour de Limoges avait fait une fautive application de l'art. 1985 du Code civil, en considérant le mandat de Pierre Gilles comme constant, l'inscription prise par la dame veuve Joseph n'étant que l'exécution de l'acte du 3 février.

La Cour, après délibéré en la chambre du conseil, a rendu l'arrêt suivant:

La Cour, vu les art. 1120 et 1317 du Code civil et les art. 8, 9 et 68 de la loi du 25 ventôse an XI;

Attendu que, d'après l'art. 1120 du Code civil, l'obligation contractée par celui pour lequel on s'est porté fort est valable sans qu'elle ait besoin d'être acceptée par celui au profit de qui on a stipulé;

Attendu qu'il est constant en fait que par l'acte du 3 février 1825, moyennant une prolongation de délai accordée par la dame veuve Joseph présente à l'acte, les sieur et dame Rouly lui ont promis de faire consentir les sieur et dame Garelou à s'obliger solidairement au remboursement de la somme à elle due, aux époques fixées, et à une affectation hypothécaire sur leurs

biens, et en outre de faire consentir la dame Garelou à la subrogation dans l'effet de son hypothèque légale;

Qu'il est également constant que par l'acte du 1^{er} mars suivant, les sieur et dame Garelou ont déclaré accepter les délais à eux accordés par la dame veuve Joseph, s'obliger au remboursement de la dette aux époques convenues dans l'acte précédent, et ont rempli les autres conditions imposées par ce même acte;

Attendu que le second acte n'était que l'exécution du premier; qu'il suit de là que les obligations contenues dans ce premier acte devenaient irrévocables par l'acceptation des conditions qui y avaient été imposées;

Attendu qu'il est de principe consacré par l'art. 1317 du Code civil qu'un acte est authentique lorsqu'il a été passé avec les formalités voulues par la loi;

Que l'arrêt attaqué reconnaît que ces formalités ont été remplies, et qu'il ne refuse l'authenticité que parce que l'un des témoins a figuré dans l'acte comme acceptant les stipulations qui y étaient portées;

Attendu que cette acceptation était inutile, puisque les stipulations de l'acte se rattachaient à celui du 3 février, et qu'aucune loi n'autorise à annuler un acte pour l'insertion de clauses inutiles.

Casse.

— Dans la même audience, la Cour de cassation persistant dans sa jurisprudence, a cassé un arrêt de la Cour de Nîmes du 30 janvier 1830, qui avait décidé que le jugement d'adjudication sur expropriation forcée avait pour effet de purger l'hypothèque légale de la femme. (Voir la Gazette des Tribunaux du 26 juin 1833.)

COUR ROYALE DE PARIS (5^e chambre).

(Présidence de M. Lepoitevin.)

Audience du 20 juillet.

1^o Le créancier qui a pour obligés solidaires le mari et la femme, peut-il, comme exerçant les droits de sa débiteur, aux termes de l'art. 1166 du Code civil, requérir sa collocation au lieu et place de la femme et à la date de l'obligation par elle contractée solidairement avec son mari, et dont elle doit être indemnisée, conformément à l'art. 1431 du même Code, sans qu'il soit besoin dans ce cas, soit qu'il ait été subrogé dans l'hypothèque légale, soit qu'il ait réalisé par une inscription l'hypothèque de la femme, en conformité de l'art. 778 du Code de procédure civile? (Oui.)

2^o Cette collocation doit-elle être ordonnée au profit de ce créancier, alors même que l'immeuble a été vendu sur le mari par expropriation forcée? (Oui.)

En d'autres termes: L'hypothèque légale de la femme est-elle purgée par l'adjudication forcée des biens du mari? (Non.)

3^o Ce créancier doit-il au moins justifier que l'obligation solidairement souscrite par la femme l'a été pour les affaires de la communauté ou du mari, et qu'elle n'en a pas profité? (Non.)

En d'autres termes: Y a-t-il présomption légale que l'obligation a été souscrite pour les affaires du mari, lorsqu'il n'en résulte pas que les deniers ont été empruntés dans l'intérêt de la femme, et ont tourné à son profit? (Oui.)

Après l'adjudication forcée des immeubles du sieur Bourlon de Chavange, un ordre avait été ouvert; les sieurs Henry et Gombaut y avaient produit; mais ils s'étaient aperçus qu'ils seraient primés par le domaine de l'Etat, s'ils se bornaient à demander leurs collocations à la date de leurs inscriptions; de sorte que, comme ils avaient pour obligés solidaires les sieur et dame Bourlon de Chavange, et qu'aux termes de l'art. 1431 du Code civil, la femme qui s'est obligée solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté ou du mari, doit être indemnisée, et que, pour raison de cette indemnité, elle a même une hypothèque légale, d'après l'art. 2133 du même Code, à compter du jour de l'obligation; ils demandèrent à être colloqués à la date des obligations solidairement souscrites à leur profit par les sieur et dame Bourlon de Chavange, comme exerçant les droits et actions de cette dernière.

Cette demande avait été accueillie par le juge-commissaire; mais sur la contestation élevée par le domaine, qui ne venait plus en ordre utile, elle avait été écartée par un jugement du Tribunal d'Arcis-sur-Aube.

Ce Tribunal avait considéré, 1^o que la dame Bourlon de Chavange serait elle-même sans droit pour être indemnisée des obligations par elle souscrites, parce que l'en n'établissait que les obligations eussent été contractées pour les affaires du mari;

2^o Que l'art. 1166 du Code civil ne devait pas être interprété dans un sens aussi large que celui que lui donnaient les sieurs Henry et Gombaut; qu'admettre un tel système, ce serait saper dans sa base tout le régime hypothécaire; qu'il ne serait plus besoin d'exiger les sûretés par hypothèques, de prendre des inscriptions, d'obtenir des subrogations dans l'effet des hypothèques légales; qu'il suffirait d'avoir une obligation, même privée,

d'une femme, pourvu qu'elle eût date certaine, pour obtenir, dans un ordre, le paiement intégral d'une créance au préjudice des créanciers inscrits sur le mari seul; que pour pouvoir exercer un droit aussi étendu, il fallait avoir qualité, c'est-à-dire qu'il fallait que le créancier fût subrogé par la femme dans l'effet de l'hypothèque légale;

5° Qu'enfin, le seul droit qui leur compétât, c'était de requérir pour et au nom de leur débiteur, une inscription pour la conservation de son hypothèque légale, dont ils auraient profité aux termes de l'art. 778 du Code de procédure civile; que c'était ainsi qu'ils auraient pu se prévaloir de l'art. 1166 du Code civil.

Appel de ce jugement par Gambaut et Henry. Les premiers juges, disait M^e Delangle, leur avocat, veulent que les créanciers de la femme ne puissent exercer les droits hypothécaires de celle-ci, qu'autant 1° qu'ils ont été subrogés par elle dans son hypothèque légale, ou 2° qu'ils aient fait inscrire, en son nom, son hypothèque, conformément à l'art. 778 du Code de procédure civile.

Mettre la subrogation pour condition à l'exercice du droit de la femme, c'est évidemment confondre deux droits parfaitement distincts l'un de l'autre, et modifier arbitrairement l'exercice de l'un en le subordonnant à l'existence de l'autre. Le créancier subrogé agit en son nom, il n'exerce les droits de personne; ceux dans lesquels il a été subrogé, lui sont devenus propres, il les exerce en son nom. Exercer les droits de son débiteur, si donc un droit autre que celui résultant de la subrogation: or, c'est le droit que donne l'art. 1166 du Code civil; dire que le créancier ne peut exercer les droits hypothécaires de la femme qu'autant qu'il y a été subrogé, c'est en outre modifier arbitrairement les dispositions de l'art. 1166, qui permettent au créancier d'exercer toutes les actions de son débiteur, à la seule exception de celles qui sont exclusivement attachées à la personne; ce qui ne peut assurément s'entendre du droit hypothécaire, droit d'une nature mixte, mais qui peut être exercé par tout créancier indistinctement; voilà pour la condition exigée de la subrogation.

Quant à la nécessité de réaliser préalablement l'hypothèque de la femme par une inscription, les premiers juges l'ont puisée dans l'article 778 du Code de procédure civile; mais il est évident que cet article ne saurait être applicable au cas qui nous occupe. En thèse générale, l'inscription est la manifestation du droit hypothécaire, et il était rationnel que le créancier qui voudrait exercer les droits hypothécaires de son débiteur, révélât ces droits par une inscription qui seule pouvait leur donner la vie; voilà pourquoi ce préalable est, dans les cas ordinaires, exigé par l'article 778 du Code de procédure, avant l'exercice des droits. Vous voulez exercer les droits de votre débiteur, remplissez la condition sans l'accomplissement de laquelle ce débiteur ne pourrait les exercer lui-même; mais lorsque le droit hypothécaire que j'entends exercer existe indépendamment de toute inscription, comme celui de la femme, pourquoi serais-je astreint à la formalité préalable de sa réalisation par l'inscription? Pourquoi serais-je astreint à plus que ce à quoi est tenu celui qui j'exerce les droits? J'exerce un droit hypothécaire dispensé de l'inscription, je n'ai pas besoin de prendre une inscription qui n'est pas la condition essentielle de l'existence de ce droit. L'article 778 du Code de procédure n'est donc point applicable.

Mais ce droit que les sœurs Gombaut et Henry entendent exercer, ajoute-t-il, les premiers juges ne le reconnaissent pas à la dame Bournon de Chavange. Suivant eux, la femme n'a droit à l'indemnité que les articles 1451 et 2153 du Code civil lui assurent hypothécairement et par privilège, pour raison des obligations par elle solidairement souscrites avec son mari, qu'autant qu'elle justifie que ces obligations l'ont été pour les affaires de la communauté ou du mari. Or, ni la dame Bournon de Chavange qui ne se présente pas, ni les sœurs Gombaut et Henry en son nom, ne font cette justification, donc... c'est peut-être la première fois que l'article 1451 a été interprété de cette manière; et il faut avouer que, s'il pouvait en être ainsi, le sort des femmes serait fort à plaindre. Le moyen, en effet, qu'une femme puisse jamais faire cette justification! Est-ce qu'elle sait la plupart du temps pourquoi elle donne sa signature? Elle signe, parce que son mari lui dit de le faire, de confiance et par suite de l'influence que son mari exerce sur elle. Mais le saurait-elle, est-ce qu'il lui serait jamais possible d'avoir la preuve qu'elle ne s'est obligée que pour les affaires de son mari? Est-ce qu'elle aurait jamais la preuve écrite de ce fait, est-ce qu'elle a en mains le moindre titre, le moindre papier concernant les affaires de son mari? Exiger cette preuve de la femme, ce serait donc la réduire à l'impossible, ce serait rayer l'article 1451 du Code.

Il ne saurait en être ainsi; non: la présomption légale est que toutes les fois que la femme s'oblige solidairement avec son mari, elle s'engage pour les affaires de la communauté ou celles de son mari, et non pour les siennes propres, et cette présomption ne doit céder qu'à la preuve du contraire écrite dans l'obligation même; tel est le véritable esprit de l'art. 1451, qui n'a été fait que dans la vue de garantir la femme des suites de l'influence de son mari sur elle; or rien dans les obligations dont il s'agit, qui prouve ou d'où l'on puisse même inférer que la dame Bournon de Chavange se soit engagée dans son propre intérêt: la présomption légale est donc qu'elle ne s'est obligée que dans celui de son mari, il lui est donc dû l'indemnité, et cette indemnité peut être réclamée par elle ou par ses ayants-droits, sans être astreint à aucune justification.

Vous parlerai-je maintenant, Messieurs, de cet autre moyen préjudiciel que les premiers juges n'ont pas cru devoir examiner, savoir que l'hypothèque légale de la dame Bournon de Chavange aurait été purgée par l'adjudication forcée des biens de son mari. Cette grave question, que pendant si long-temps la Cour de cassation avait décidée affirmativement, nonobstant la jurispru-

dence contraire du plus grand nombre des Cours royales, et notamment la vôtre, vient enfin d'être jugée dans un sens négatif par toutes les chambres de la Cour régulatrice, sur les conclusions conformes de M. le procureur-général Dupin. Je ne discuterai donc pas devant vous cette question qui n'en est plus une, et je renverrai mon adversaire à l'arrêt récent de la Cour de cassation.

M^e Frémery, avocat du domaine, développait les motifs des premiers juges; il insistait notamment 1° sur la nécessité de réaliser préalablement l'hypothèque de la femme par une inscription, conformément à l'art. 778 du Code de procédure civile, conçu dans des termes généraux, absolus, et qui n'admettaient aucune exception; et 2° surtout sur la justification à faire par la femme ou ses ayants-droits, que l'obligation solidaire avait été souscrite pour les affaires de la communauté ou du mari. Suivant lui, la nécessité de cette justification résultait des termes même de l'art. 1451 du Code civil: cet article ne disait pas que la femme devait être, dans tous les cas, indemnisée des obligations par elle souscrites solidairement avec son mari; il subordonnait le droit à l'indemnité, à la circonstance que l'obligation aurait été solidairement souscrite avec le mari, pour les affaires de la communauté ou du mari; il fallait donc que ce fait fût établi, soit dans l'obligation, soit par la justification que la femme en ferait.

Or, non-seulement les obligations de la dame Bournon de Chavange étaient muettes à cet égard; mais cette dame elle-même ne s'était point présentée à l'ordre pour réclamer son indemnité, ce qu'assurément elle n'aurait pas manqué de faire, si ces obligations avaient été souscrites dans l'intérêt de son mari seul; cette double circonstance prouvait donc qu'elles avaient été causées dans l'intérêt de la dame Bournon de Chavange, ou devait au moins tenir les magistrats en défiance, et les porter à n'admettre l'indemnité réclamée que sur la justification que les obligations avaient eu pour cause les affaires du sieur Bournon de Chavange et non celles de sa femme.

Enfin l'avocat reproduisait les moyens tant de fois plaidés en faveur du système que l'adjudication forcée du bien du mari purgeait l'hypothèque légale de la femme; mais ces moyens ne devaient pas faire impression sur la Cour qui, dès avant le dernier arrêt de cassation, avait toujours décidé le contraire.

La Cour, considérant qu'aux termes de l'art. 1451 du Code civil, la femme qui s'oblige solidairement pour les affaires de la communauté ou du mari, doit être indemnisée;

Que, d'après les dispositions de l'art. 2153, § 4, elle a encore hypothèque, indépendamment de toute inscription, pour l'indemnité de la dette, à compter du jour de son obligation;

Considérant que l'adjudication forcée des biens dont le prix est à distribuer n'ayant pas purgé l'hypothèque légale de la femme Bournon de Chavange, Gombaut et Henry qui justifient être ses créanciers, ont pu réclamer l'effet de cette hypothèque légale, en exerçant l'action qui appartenait à leur débiteur;

Considérant que l'exercice de l'action n'est subordonnée par l'art. 1166 du Code civil à aucune condition, qu'elle appartient au créancier non seulement en l'absence de toute subrogation de la part de la femme débitrice, mais encore contre sa volonté et nonobstant toute espèce de concours, soit de sa part, soit de celle du mari;

Considérant que l'hypothèque existant dans le cas particulier, indépendamment de toute inscription, l'art. 778 du Code de procédure, qui accorde au créancier la faculté de requérir inscription pour la conservation des droits de son débiteur, ne pourrait recevoir aucune application;

Considérant enfin que l'on tente vainement de repousser la demande en collocation de Gombaut et Henry, en objectant qu'ils ne justifient pas que l'obligation solidaire de la femme ait été consentie pour les affaires du mari;

Considérant, en effet, que la femme mariée avec exclusion de communauté, n'en est pas moins sous l'autorité de son mari qui doit veiller à la conservation de ses biens; que, même dans le cas de séparation de biens, le mari doit justifier du emploi des immeubles à la vente desquels il a concouru, comme de l'emploi des sommes empruntées par la femme avec son autorisation; que, s'il en était autrement, la fortune de la femme serait laissée entièrement à la disposition du mari, et qu'ainsi il suffit, comme dans l'espèce, qu'il ne résulte pas de l'obligation que les deniers ont été empruntés dans l'intérêt de la femme, et ont tourné à son profit, pour que la présomption contraire doive être nécessairement admise; infirme, au principal, maintient les collocations de Gombaut et Henry, telles qu'elles ont été arrêtées par le juge-commissaire dans le règlement provisoire.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

(Présidence de M. Valois jeune.)

Audience du 28 août.

Lorsque le Tribunal de Commerce n'a prononcé aucune condamnation pécuniaire au principal, est-il borné à ordonner l'accomplissement d'un fait, sans déclarer le jugement exécutoire par provision, le créancier peut-il, nonobstant l'appel du débiteur, demander l'exécution provisoire sans offrir caution? (Rés. aff.)

Nos lecteurs savent que M. Furne a publié, sous le titre de *Biographie universelle*, un dictionnaire historique en six volumes; composé en partie par feu le général Beauvais. M. Louis-Gabriel Michaud, propriétaire-éditeur d'une autre *Biographie universelle* en 52 tomes, et M. Thoisnier-Desplaces, cessionnaire de tous les exemplaires de ce dernier ouvrage tirés jusqu'à ce jour, assignèrent M. Furne en usurpation de titre, et réclamèrent contre lui 150,000 fr. de dommages-intérêts. Le Tribunal rejeta la demande en indemnité, mais ordonna que le défendeur supprimerait immédiatement les mots: *Biographie universelle*, et rendrait à sa publication le titre que lui avait primitivement donné le général Beauvais, à peine de tels dommages-intérêts que de droit. Le jugement ne fut pas déclaré exécutoire par provision, nonobstant appel et sans caution. M. Furne déféra cette décision à la censure de la Cour royale; en même temps, il fit insérer dans

tous les journaux de Paris des annonces propres à faire ressortir la différence de sa *Biographie*, qui se vend 50 francs, d'avec la *Biographie* de MM. Michaud et Thoisnier-Desplaces, dont le prix est de 416 francs. D'autres mentions sur la couverture du livre, ainsi que sur le frontispice, avertirent également les acheteurs et les empêchèrent de faire aucune confusion. Mais, comme en définitive M. Furne n'avait pas changé le titre de son ouvrage, MM. Michaud et Thoisnier-Desplaces revinrent de nouveau devant le Tribunal de commerce, et conclurent à l'adjudication de leur demande originaire de 150,000 fr. de dommages-intérêts.

M^e Chaix-d'Est-Ange a soutenu les demandeurs non recevables, en ce qu'ils ne pouvaient forcer M. Furne à l'exécution provisoire du jugement consulaire, nonobstant l'appel, qu'à la charge de fournir caution bonne et valable, puisqu'ils n'en avaient pas été dispensés par le Tribunal.

M^e Durmont a prétendu que MM. Michaud et Thoisnier-Desplaces n'étaient pas tenus de fournir une caution que les juges ne leur avaient pas imposée; qu'en principe, tout jugement consulaire était exécutoire par provision; qu'ainsi l'appel ne pouvait soustraire le défendeur à l'exécution de la sentence, qui avait ordonné la suppression du titre usurpé.

Le Tribunal,

Attendu que les demandeurs sont fondés en jugement rendu par le Tribunal; que Furne n'ayant pas exécuté ledit jugement, se trouve passible des réserves stipulées au susdit jugement relativement aux dommages-intérêts; arbitrants lesdits dommages-intérêts,

Condamne Furne à payer 2500 francs à Michaud et 500 fr. à Thoisnier-Desplaces; ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant appel, mais à la charge de donner caution; condamne Furne aux dépens.

MORT DÉPLORABLE DE QUATRE OUVRIERS.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

La Rochelle, 14 septembre.

Un événement affreux vient de jeter l'affliction dans La Rochelle, et de prouver encore une fois l'incurie qui, d'une part, préside trop souvent à la conservation des ouvriers, et de l'autre, la témérité avec laquelle ceux-ci jouent leur vie et le sort de leurs enfans, contre leur misérable salaire. Puisse-t-il du moins servir de leçon pour l'avenir!

Un des murs de l'arsenal de La Rochelle était en reconstruction. La nature du terrain exigeait que les fondations fussent très profondes, et on avait eu la peine de les creuser à dix-huit pieds au-dessous du sol. Ce n'était pas sans alarmes que quelques-uns des ouvriers avaient consenti, dans la journée du 41 de ce mois, à descendre à cette profondeur, dans une fosse qui n'était point étançonnée, et dont les bords étaient, de plus, surchargés d'une masse énorme de déblais et de moëllons; mais les railleries de leurs camarades les y décidèrent. C'était ce jour-là qu'on commençait à fonder; les terres avaient résisté, il est vrai; mais la pluie qui était tombée depuis plusieurs jours, les avait détrempées. Il était près de six heures du soir, et six hommes étaient dans la fosse, lorsque tout à coup un éboulement terrible les ensevelit. Deux d'entre eux qui, par un bien heureux hasard, remontaient l'échelle, furent entraînés mais ne furent couverts que jusqu'aux épaules. On leur porta secours sur-le-champ, et ils furent dégagés; mais les quatre autres infortunés avaient dix-huit pieds de terre sur le corps!

Cette triste nouvelle s'étant répandue en ville, une foule de citoyens accourut à l'arsenal pour offrir ses bras; les portes étaient assaillies par la multitude qui s'informait avec anxiété du résultat des recherches; des femmes éplorées venaient y réclamer leurs maris ou leurs fils. Mais il fallait procéder avec méthode, ne pas oublier que l'édifice entier menaçait de ses ruines les travailleurs, si les étançons qui portaient les charpentes venaient à manquer; aussi les charpentiers déployèrent-ils tout leur zèle, pendant que d'inébranlables citoyens attaquaient cette masse énorme de terre à soulever. Les heures s'écoulaient bien lentement; on n'avait que la faible espérance qu'il se serait peut-être formé quelque excavation autour de quelques-uns des malheureux ensevelis; et l'ardeur se soutenait. La nuit était venue; c'était quelque chose de lugubre à voir que la lueur des torches, projetant leurs rayons vacillans sur cette masse muette de travailleurs, et jusque dans l'obscurité du tombeau où palpaient peut-être encore quatre hommes enterrés vivans. Pendant plus de huit heures, il fallut ainsi travailler sans relâche et non sans dangers sous une terre qui venait de perdre toute force d'adhérence, mais que du moins alors on étançon-

naît à mesure. Enfin, à trois heures du matin, un soldat s'écria du fond de la fosse: *En voilà un!* Et à l'instant un religieux silence et une sorte d'effroi frappèrent tous les assistants, au nombre de deux cents environ. Deux jeunes médecins de La Rochelle, MM. Drouineau et Deléant, qui avaient passé la nuit parmi les travailleurs, prêts à administrer les secours de leur art, descendirent eux-mêmes pour diriger les fouilles; mais il était trop tard! Les quatre infortunés avaient été écrasés par le poids effroyable qu'ils avaient eu à supporter. Deux étaient à la fleur de l'âge et venaient d'échapper au recrutement; les deux autres, jeunes aussi, étaient pères de famille; et l'un d'eux laisse quatre petits enfans et leur mère qui vivaient de son travail. Dès le lendemain de ce cruel événement, une souscription a été ouverte aux bureaux des deux journaux de La Rochelle en faveur des deux veuves. Du reste, on ne saurait donner trop d'éloges au zèle et au courage déployés dans cette nuit fatale par les habitans de la ville et par cent vingt hommes des 14^e et 50^e régimens de ligne, qui les ont puissamment secondés.

CHRONIQUE.

PARIS, 17 SEPTEMBRE.

— La Cour royale s'est occupée d'une cause qui a reporté les souvenirs sur les glorieuses journées de juillet. M. de Cosnac, qui était venu à Paris de l'évêché de Meaux pour se faire sacrer en qualité d'archevêque nommé à Sens, avait compté, comme bien d'autres, sans ces journées-là, et il ne fut pas le seul à en redouter les suites, qui pourtant, il faut le dire en l'honneur des héros de la grande semaine, furent tout autres que portaient le craindre les courtisans et les ecclésiastiques, qui avaient tant abusé de la patience de la nation. M. de Cosnac avait dans l'épouse de M. Laballe, ancien fournisseur, une amie sincère et pieuse, qui, remplie de terreur à l'approche de la guerre civile suscitée par les ordonnances, avait envoyé M. Laballe à l'aide du prélat.

M. Laballe fit tous ses efforts pour soustraire ce dernier aux dangers qu'il pouvait courir. Dans la journée du 27 juillet, il attela lui-même les chevaux à la voiture de M. de Cosnac, y place ce dernier, prend les rênes, et traverse Paris au milieu du désordre et de la fusillade. Pendant huit jours, il héberge et nourrit chez lui, à Passy, l'archevêque, son grand-vicaire, son secrétaire et son domestique; il leur fournit des habits laïques, et multiplie les démarches pour leur procurer des passeports, et les moyens de quitter Paris. Le prélat ne se croit pas en sûreté à Passy; M. Laballe le conduit secrètement à Saint-Germain-en-Laye, et secrètement aussi il le ramène à Paris, où monseigneur se cache à l'exemple de tous les légitimistes qui ne se sont pas encore sauvés. Enfin, pendant trois mois il s'occupe presque exclusivement du salut de l'archevêque et des siens; qui croirait que de tels procédés n'ont pas empêché entre M. de Cosnac et M. Laballe un sérieux différend? Les mécreans commencèrent par supposer que la reconnaissance n'est pas chez les dévots une vertu cardinale, et que, protégé par la pitié prévoyante de la femme et par les soins empressés, et non pas sans péril, du mari, il n'a pas dû compter bien strictement avec eux. Tel est le récit de M. Laballe.

Mais d'autres faits ont été révélés par la défense présentée au nom de M. de Cosnac. Avec l'archevêque et sa suite, M. Laballe avait conduit à Passy une cassette contenant une somme de 17,900 fr. en or; aussi son effroi avait un double objet lorsqu'un moment sa maison fut investie par la populace, qui prétendait que des personnages importants étaient cachés dans la maison de M. Laballe, et qui faillit pénétrer de vive force dans cette maison. Quoi qu'il en soit, cette somme, restée d'abord aux mains du cocher du prélat, fut remise ensuite à M. Laballe. Lorsque M. de Cosnac l'envoya réclamer, ce dernier remit seulement 14,000 fr., retenant, ainsi qu'il l'écrivait à M. de Cosnac, les 3,900 restant, pour les employer à une opération qui devait lui procurer de grands avantages, et tout prêt d'ailleurs à les restituer, si cet emprunt ainsi contracté n'était pas approuvé.

En effet l'archevêque n'approuva pas, et il réclama de nouveau avec instance. L'état des finances de M. Laballe ne lui permettant pas de satisfaire le demandeur, on en vint à un procès devant le Tribunal de première instance, qui condamna M. Laballe comme dépositaire nécessaire, au paiement des 3,900 fr., avec contrainte par corps pendant deux années.

M. Laballe a interjeté appel; et, se voyant poursuivi avec cette sévérité, il a opposé en compensation diverses sommes, dont il n'eût pas, disait-il, demandé le remboursement, s'il n'y avait été contraint par les procédés rigoureux qu'on employait à son égard. Ces sommes se composaient de fournitures ou d'honoraires pour les peines, démarches et périls de M. Laballe à l'occasion du secours qu'il avait prêté à M. de Cosnac. Il y faisait figurer 250 francs pour les habillements laïques, 480 fr. pour nourriture pendant huit jours du prélat, du grand-vicaire, du secrétaire et du domestique; 400 fr. pour nourriture des chevaux pendant deux mois, 45 francs pour raccommodage de la voiture, puis le passage des chevaux, le loyer de l'écurie, etc., et enfin, pour M. Laballe personnellement, 1500 francs d'honoraires. Le tout formant un peu plus de 4000 francs. Il était clair que M. de Cosnac était débiteur au lieu d'être créancier; et supposé que la créance de M. Laballe fût niée, il déférerait à l'archevêque le serment litis-décisoire.

M^e Paillard de Villeneuve, avocat de M. Laballe, a ajouté au développement de ces moyens, en établissant qu'il n'y avait pas dans l'espèce dépôt nécessaire, puisqu'il n'y a, suivant Pothier, de dépôt nécessaire, qu'autant que le déposant remet, dans le cas de tumulte ou d'incendie, son dépôt au premier venu, et que, dans l'espèce, la somme de 17,900 fr., d'abord confiée au cocher, n'avait été remise que huit jours plus tard à M. Laballe, dans un moment où tout désordre et tout danger avaient cessé. Aussi l'avocat demandait-il que son client fût tout au moins déchargé de la contrainte par corps.

M^e Lauras, avocat de M. de Cosnac, n'a pas méconnu que M. Laballe eût pris quelques soins dans l'intérêt de M. l'archevêque; mais il a rappelé que M. Laballe avait retiré un lucre assez important du change des louis épiscopaux, à une époque où l'or se vendait au-delà de quarante francs le mille; il a ajouté que la voiture du prélat avait été mise aux ordres de M. Laballe, qui s'en était servi jour et nuit, sans doute pour l'opération importante pour laquelle il avait fait l'emprunt forcé de 3,900 francs, sur les 27,900 francs inconsidérément confiés à sa probité.

En droit, l'avocat a soutenu qu'il n'y a pas compensation opposable en cas de dépôt nécessaire; que le serment litis-décisoire est purement facultatif de la part des juges; et il a établi que, dans l'espèce, les circonstances du moment, la terreur du vieux prélat, constataient le

fait du dépôt nécessaire, de même que les autres faits du procès justifiaient que les prétendues créances de M. Laballe étaient tout-à-fait chimériques.

M. Perrot de Chezelles, substitut du procureur-général, a partagé cette opinion, et la Cour, par des motifs identiques, et par ceux des premiers juges, a confirmé le jugement.

— M. Baradère, secrétaire-général du ministère de la guerre, avait, ainsi que nous l'avons annoncé hier, obtenu jusqu'à ce matin, pour venir déduire en personne les motifs d'excuse qu'il avait énoncés hier par écrit, afin de s'abstenir des fonctions de juré.

Aujourd'hui, avant l'audience de la Cour d'assises, M. Baradère est entré dans la chambre du conseil; et après de courtes explications, il a pris part au tirage, et le sort l'a désigné comme chef du jury dans la première affaire. La Cour a pris ensuite séance.

M. Partarieu-Lafosse, avocat-général, a dit: « M. Baradère vient de nous déclarer qu'il n'insiste point sur l'excuse qu'il avait déjà présentée; nous requérons, en conséquence, ainsi que nous l'avons déjà requis, que le nom de M. Baradère soit définitivement maintenu sur la liste.

La Cour a maintenu M. Baradère dans l'exercice des fonctions de juré pour cette session.

— Deux témoins condamnés, l'un depuis une année, l'autre depuis cinq mois à l'amende, pour n'avoir pas comparu devant la Cour d'assises, ont été tirés de leur sécurité par les poursuites de la régie, et se sont présentés ce matin à l'audience présidée par M. Silvestre fils, pour soutenir leurs moyens d'opposition.

M. Letellier a exposé qu'avant été assigné le 25 juin 1852, en témoignage dans l'affaire des chiffonniers qui avaient brisé des tombereaux destinés au nétoisement des rues de la capitale, il n'a pu venir devant la Cour, parce que lui et sa femme, grièvement malades du choléra, étaient alors sur un lit de douleur. Il n'a eu connaissance que onze jours après de l'assignation portée à son domicile.

M. Loyasse, aubergiste dans le faubourg Saint-Denis, a éprouvé aussi le désagrément d'être condamné à l'amende faute de comparution le 15 février dernier, dans une affaire où il s'agissait d'un vol commis à son préjudice. Son témoignage avait tant d'importance, que la Cour s'était vue obligée de remettre la cause au mois de mars, et de prolonger ainsi la captivité de deux accusés.

Le réclamant a dit: « Ayant été assigné pour le 15 février, je me suis rendu exactement et même de très bonne heure au Palais, et j'ai demandé où ce qu'on jugeait les accusés. Un Monsieur me dit: « Suivez la galerie jusqu'à la grille où il y a un sentinelle, et vous tomberez dans le colidor au fond à main droite. » Vlà que j'y vas. Je n'avais jamais eu l'honneur de me trouver dans aucune audience: il paraît qu'il aurait fallu monter dans le Tribunal d'en haut; je suis descendu dans le Tribunal d'en bas. Je me suis mêlé avec le public, en attendant qu'on appelât mon affaire; j'ai vu juger un grand procès qui n'en finissait pas, et qui m'aurait beaucoup plus amusé si c'eût été le mien. Ennuyé d'attendre, je suis sorti, et j'ai montré mon papier à un Monsieur en robe noire. « Allez au bureau des huissiers, » qu'il m'a dit. Je me suis encore perdu dans deux ou trois colidors; ensuite j'ai trouvé ces Messieurs qui m'ont dit comme quoi j'avais été condamné à l'amende. Au mois de mars on m'a assigné; je suis venu, et il n'a été question de rien. »

M. le président: La Cour, au mois de février, était-elle divisée en deux sections?

M. Partarieu-Lafosse, avocat-général: M. Dubois (d'Angers) présidait la première section; je siégeais dans l'affaire où le témoin a été appelé; je ne me rappelle pas si au mois de février la Cour a tenu une seconde section. Dans tous les cas, le sieur Loyasse devait prendre de meilleures informations. Nous requérons que la condamnation soit maintenue, sauf la quotité de l'amende.

M. Loyasse: J'étais à mon poste tout de même; la preuve, c'est qu'on jugeait dans la salle d'en bas une affaire assez drôle: c'était une jeune fille qui avait volé des morceaux de drap; elle en avait fait une casquette pour l'envoyer à Reims. Vous voyez bien que j'y étais, car c'est une chose que je n'aurais pas inventée.

M. le président: La Cour va envoyer chercher le dossier des affaires portées à la seconde section le 15 février; on saura si une jeune fille y a été jugée en effet pour vol de morceaux de drap.

Cette vérification a été renvoyée à la fin de l'audience.

M. le président: Loyasse, vous avez déclaré que vous étiez à la seconde section de la Cour d'assises dans la salle d'en bas, le 15 février, et que vous aviez attendu inutilement pendant que l'on vous cherchait à la première section. La Cour vient de s'assurer que le 15 février il n'y a point eu de seconde section des assises: il n'y a pas même eu d'audience correctionnelle. Ainsi vous en avez imposé.

M. Loyasse: Pardon, excuse, j'ai fait erreur; j'ai vu juger la voleuse de drap un autre jour où je n'étais pas appelé. J'étais venu le 15 février, mais j'étais en retard; voilà la vérité. C'est bien malheureux pour moi d'avoir perdu 32 francs que ces gueux-là m'ont emporté, et de payer encore une amende.

M. le président: Au lieu de dire franchement la vérité, vous avez fait un mensonge, dont vous convenez maintenant que la Cour s'est acquiescée la preuve de l'imposition.

M. Partarieu-Lafosse: Nous maintenons formellement notre premier réquisitoire.

La Cour, considérant que le sieur Loyasse était absent par son fait et par sa faute le jour où il a été appelé en témoignage, et qu'il vient d'alléguer un fait faux pour s'excuser, a maintenu l'amende de 50 fr., et condamné le sieur Loyasse à tous les frais.

— Budger et Constant, ouvriers cordonniers, parais-

saient devant la Cour d'assises après avoir eu déjà quelques démêlés avec la justice. Constant n'a subi qu'une condamnation; mais Budger, arrêté huit fois pour vol, a été condamné quatre fois. Voici les faits qui ont donné lieu à ce nouveau procès.

M. Bassac, pâtissier, rue Saint-Martin, n° 143, est réveillé la nuit par le bruit d'une sonnette, qui se fait entendre chaque fois que l'on ouvre la porte de son salon au premier étage. Cette porte était fermée à clé. Ne doutant pas que des malfaiteurs ne se soient introduits chez lui, M. Bassac descend à la hâte, et appelle les voisins au secours. Budger et Constant ont été arrêtés dans l'escalier; le premier ayant à ses pieds un petit ciseau en fer, et le second porteur d'un paquet de rossignols et de fausses clés de toute espèce assorties avec beaucoup d'art.

La Cour a consulté séparément le jury sur les questions de faits caractéristiques de la tentative de vol, et ensuite sur ce qui concernait chacun des accusés. Les jurés ont répondu à ces dernières questions: « Oui, Budger et Constant sont les auteurs de ladite tentative. »

M. Silvestre fils, président de la Cour, a soumis à M. l'avocat-général la difficulté de savoir si la culpabilité des accusés, n'ayant pas été résolue dans les termes sacramentels que semble prescrire le Code d'instruction criminelle, il n'y avait pas lieu à renvoyer le jury délibérer de nouveau sur des questions rédigées conformément à la lettre de la loi.

M. Partarieu-Lafosse a regardé la déclaration telle qu'elle était comme équivalente à la réponse: *Oui, les accusés sont coupables.*

La Cour a maintenu la réponse du jury, et condamné les deux accusés à cinq ans de travaux forcés sans exposition.

— Stéphanie Degrand, femme de chambre de M^{me} la comtesse César Berthier, jouissait de 400 fr. de gages; elle avait de plus divers profits, et aurait dû s'estimer fort heureuse dans cette condition. Cependant des objets précieux ayant disparu, les soupçons se portèrent sur Stéphanie Degrand, qui convint avoir pris des châles, des couverts d'argent et d'autres pièces d'argenterie. Elle avait mis ces objets au Mont-de-Piété, et en avait employé le produit à acheter diverses parures. C'est à raison de ces faits qu'elle comparait devant la Cour d'assises.

Un de MM. les jurés a témoigné son étonnement sur la facilité d'une administration publique à recevoir en gage, sans information, des effets assez précieux pour ne point se trouver en la possession d'une simple domestique; et surtout des pièces d'argenterie armoriées.

Déclarée coupable, mais avec des circonstances atténuantes, Stéphanie Degrand a été condamnée à trois ans de prison.

— M^{me} Julien, portière, et M^{les} Augustine et Irma, ses deux filles, sont assises de front sur le banc des prévenus; leur contenance est celle de la résignation.

Soudain bondit jusqu'au pied du Tribunal, une jeune personne à la mise élégante, aux manières les plus aisées du monde, aux gestes de la plus vive impatience; une bonne vieille la suit de loin, et finit par se ranger, en branlant la tête, auprès de sa pétulante compagne. Ces deux dames sont, la vieille, M^{me} Souboule, et la jeune, M^{lle} sa fille, toutes deux parties plaignantes.

M^{me} Souboule semble attacher tant d'importance à s'expliquer la première, que M. le président, par une mesure aussi sage que prudente, l'engage à exposer ses griefs en peu de mots.

M^{me} Souboule, fort vite: Donc, M. le président, je sortais de mon domicile à une heure fort innocente sans doute, et pour des motifs que je n'ai pas besoin de vous dire, je crois. Arrivée en face de la loge de Madame, je crie comme à l'ordinaire: le cordon! le cordon! M^{me} prétend que j'ai oublié d'ajouter s'il vous plaît; mais un tel oubli m'étonnerait beaucoup, car ça coûte si peu à une femme bien élevée d'être honnête, et ça fait tant de plaisir aux domestiques, que ça retient toujours dans le respect. (Sourire de dédain au banc des prévenues.) Soit donc que je fusse pressée comme je l'étais en effet, soit que je pensasse à autre chose, ce qui peut bien être encore, j'oubliai, mettons que j'oubliai de dire s'il vous plaît. Est-ce une raison pour que Madame se jette sur moi avec mesdemoiselles ses filles, pour qu'elles me mettent en lambeaux, pour qu'elles me fassent tant crier que ma respectable mère fut obligée de descendre à mes cris. (Avec émotion) Pauvre femme! vas, tu aurais bien mieux fait de rester. M^{me} Julien et M^{les} ses filles ne l'auraient pas empoignée par le chignon du cou. (Ici M^{me} Souboule, entraînée par la véhémence de son récit, joint le geste aux paroles, et saisit elle-même sa respectable mère par la nuque, ce qui n'a pas l'air de lui faire infiniment de plaisir.)

M. le président: Bref, vous vous plaignez, Mesdames, d'avoir été battues toutes deux?

M^{me} et M^{lle} Souboule, ensemble: Battue à coups de nerf de bœuf et à coups de bâton.

M^{me} Souboule: J'ai les reins tout noirs.

M^{me} Souboule: J'ai la tête fêlée.

M^{me} Souboule: Mes pauvres gigots!

M^{me} Souboule: Mon pauvre chignon!

M. le président: Allez vous asseoir. — Femme Julien, expliquez-vous au sujet de la plainte de ces dames, et de la possession de ces nerfs de bœuf.

M^{me} Julien se lève avec une certaine dignité: Monsieur mon juge, je ne nierai pas que je n'aie toujours sous la main un petit nerf de bœuf pour corriger les chiens mal propres et mes filles quand elles sont en faute (Hilarité). Ce nerf de bœuf, vu son utilité presque permanente, reste pendu dans ma loge, aux yeux de tous, à côté du cordon, si bien que M^{me} Souboule est descendue fort tard un soir et m'a demandé le cordon! l'air sec, et d'un air... mais d'un air: moi qui fais ma profession avec honneur et probité, je m'empare, je ne veux pas qu'on me marche

